



M. le Président,

La CGT souhaite vous interpeller sur le sujet de la GAMH (Grille d'Attribution des Moyens Humains dans les lycées).

Pour rappel, après la décentralisation du personnel technique des lycées, nous avons obtenu de l'ancienne mandature en Nord-Pas-de-Calais des réunions de travail sur la dotation des moyens humains dans les lycées. Après plusieurs rencontres sur le sujet, nous avons acté en Comité Technique que les établissements pouvaient être excédentaires de 2 postes temps plein pour plusieurs raisons : Absentéisme, restrictions médicales, congés parentaux, travaux exceptionnels...

A votre arrivée M le Président, vous avez fait un choix sur la gestion des personnels lycées que vous avez nommé la GAMH, suite sans doute à la fusion des deux ex-régions, ce qui semblait intéressant car effectivement la Picardie était sous-dotée en personnel technique, comme nous le confirmaient les agents et les gestionnaires.

Nous attendions une amélioration des conditions de travail des collègues picards. Dès les premières réunions en juin 2018, nous avons compris que ce n'était pas le cas et que vous souhaitiez supprimer des postes sur le versant Nord-Pas-de-Calais, que nous avons gagné pour de meilleures conditions de travail pour nos collègues et pour le service public.

Effectivement, vous dites « pas de suppression de poste » mais un redéploiement des postes supprimés dans les lycées moins bien dotés notamment en Picardie (au passage certaines spécialités en ont souffert, malgré nos explications sur les besoins de ces spécialités).

Effectivement la façon de travailler dans les deux anciennes régions n'était pas la même, mais est-ce un progrès social que vous avez choisi pour vos agents lycées ? Non M le Président à ce jour les conditions de travail sont très mauvaises, les difficultés se sont accentuées dans les lycées entraînant : charge de travail inacceptable, manque de personnel, remplacements d'agents titulaires par des contractuels, recrutements inappropriés dans certains services... Ceci entraîne aussi une perte de sens au travail, et de la difficulté à respecter la loi EGALIM (sur la qualité de la restauration scolaire) par manque de temps pour le personnel et de qualification.

Tout cela entraîne une dégradation du service public régional. Pourtant les agents sont volontaires et fiers de leur travail mais trop c'est trop M. le Président.

A plusieurs reprises, en réunion avec vos services qui mettent en place la GAMH et en Comité Technique, nous avons essayé d'expliquer la situation. Des mobilisations ont eu lieu au mois de septembre dernier à l'appel de notre syndicat. Nous ne sommes pas écoutés et pourtant nous sommes sur le terrain avec nos collègues tous les jours, sur tous les postes et non ! Vous avez fait le choix d'un service public de gestion financière et non de gestion humaine. C'est pour cela M le Président nous vous demandons à vous rencontrer sur ce sujet précis car nous pensons que vous n'avez pas souvent le retour positif que nous proposons.

Quand on entend vos interventions en réunion publique ou lors de vos déplacements dans nos lycées, le discours est « clair et propre » mais dans les faits on ne s'y retrouve pas, les propos ne collent pas avec la réalité.

C'est pour tout cela, M le Président, que la CGT vous demande de geler cette GAMH et de travailler ensemble à un vrai progrès de répartition des moyens humains en prenant en compte les besoins réels du service public et de l'humain au travail avec les différents services traitant des conditions de travail au sein de l'institution.

Dans l'attente de vous lire et d'une rencontre M. le Président, veuillez agréer l'expression de nos sincères salutations,

Pour la CGT

Les secrétaires généraux adjoints

Xavier DECROCK, Joseph DEMEULEMEESTER, Francis PESANT

Les responsables du collectif Lycées

Jérôme BRESSON, Osama EL GHARIB, Francis PESANT